

# François Bayrou nommé un gouvernement sans rupture et sans garanties

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / CÉLIA ALBÉRI

23 décembre 2024



Pas d'équipe resserrée. Ni de gouvernement technique. Ce lundi 23 décembre, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, a annoncé (photo ci-dessus) la composition du nouveau gouvernement, très politique et d'abord macroniste. Ce remaniement, conduit par François Bayrou, marque la formation du quatrième exécutif en moins d'un an. Si l'urgence politique est manifeste, l'absence de changement réel interroge sur la capacité de cet attelage à répondre aux attentes citoyennes et à surmonter l'instabilité parlementaire qui paralyse la France.

Le gouvernement de François Bayrou (lui-même loin d'incarner une figure de rupture), se caractérise par une remarquable continuité. Sur les 19

ministres reconduits, on retrouve Sébastien Lecornu (Défense), Jean-Noël Barrot (Affaires étrangères), Annie Genevard (Agriculture) ou encore Rachida Dati (Culture).

Les « changements » concernent en fait des transferts de portefeuilles internes : Catherine Vautrin, ancienne ministre déléguée à la Santé, retrouve un grand ministère de la Santé et du Travail, tandis que Laurent Saint-Martin quitte les Comptes publics au profit d'Amélie de Montchalin, une fidèle de la macronie.

Manuel Valls (Outre-mer) peut même être le 20<sup>e</sup> de la liste des « on prend les mêmes et on recommence ». Lui qui s'était rallié à Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle de 2017 et avait renouvelé son soutien en 2022. Tout comme les 2 autres ex-PS de ce gouvernement, François Rebsamen (qui a fondé en 2022 un mouvement pour soutenir Emmanuel Macron) et Juliette Méadel (proche de Manuel Valls et François Rebsamen). Il faut enfin noter qu'un tiers de la quinzaine de ministres restante avait déjà exercé comme ministre sous la présidence d'Emmanuel Macron.

## **Des priorités floues face à des défis majeurs**

Les défis immédiats qui attendent le gouvernement sont multiples, à commencer par l'adoption d'un budget. « *Nous espérons l'adoption d'un budget à la mi-février* », a déclaré François Bayrou sur France 2 le 19 décembre, tout en reconnaissant : « *Je ne suis pas sûr d'y arriver.* » Cette incertitude reflète l'état de faiblesse d'un exécutif sans majorité, où la coalition repose sur des alliances minoritaires avec les Républicains et un aval théorique donné par le Rassemblement national.

Parmi les urgences figure aussi la situation en Outre-mer, notamment à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie. Manuel Valls, nommé ministre de

l'Outre-mer et numéro trois du gouvernement, héritera de ce portefeuille. Peu de détails ont été fournis sur les mesures concrètes envisagées, mais le goût de Manuel Valls, plus marqué pour les enjeux de sécurité et d'ordre public que pour la planification du développement laisse les observateurs ultramarins froids.

Le remaniement Bayrou apparaît comme une tentative désespérée de poursuivre la politique d'Emmanuel Macron. Mais la chute du précédent gouvernement conduit par Michel Barnier, sur fond d'échec à faire adopter un budget de la Sécurité sociale, met en lumière l'opposition majoritaire qui forme l'Assemblée nationale. Le nouveau gouvernement, loin de proposer une vision claire et nouvelle, semble simplement chercher à faire perdre du temps aux Français.

## **| Vers un nouvel échec prévisible ?**

Avec une déclaration de politique générale prévue pour le 14 janvier et un premier Conseil des ministres fixés au 3 janvier, François Bayrou n'aura que peu de temps pour convaincre une Assemblée nationale majoritairement contre la vision d'organisation de la société voulue par Emmanuel Macron. « *Ce n'est pas un gouvernement de changement ni d'ouverture* », résume un observateur politique. Et c'est bien là que réside le problème : sans ambition forte ni vision nouvelle, l'exécutif court le risque d'être emporté par la même vague qui a fait tomber ses prédécesseurs.

**Liste des 35 ministres du gouvernement de François Bayrou, annoncée lundi soir par l'Élysée.**

## **Ministres d'État**

Élisabeth Borne : ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Manuel Valls, ministre des Outre-mer

Gérald Darmanin : ministre de la Justice

Bruno Retailleau : ministre de l'Intérieur

## **Ministres**

Catherine Vautrin : ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

Eric Lombard : ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Sébastien Lecornu : ministre des Armées

Rachida Dati : ministre de la Culture

François Rebsamen : ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation

Jean-Noël Barrot : ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Agnès Pannier-Runacher : ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche

Annie Genevard : ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire

Laurent Marcangeli, ministre de l'Action publique, de la Fonction publique et de la simplification

Marie Barsacq, ministre des Sports, de la jeunesse et de la vie associative

## **Ministres délégués**

### **Auprès du Premier ministre :**

Patrick Mignola, ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement

Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations

Sophie Primas, porte-parole du Gouvernement

### **Auprès de la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :**

Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

**Auprès du ministre de l'Intérieur :**

François-Noël Buffet

**Auprès de la ministre du Travail, de la Santé, de la Solidarité et des Familles**

Astrid Panosyan-Bouvet, ministre chargée du Travail et de l'emploi

Yannick Neuder, ministre chargé de la Santé et de l'accès aux soins

Charlotte Parmentier-Lecoq, ministre déléguée chargée de l'Autonomie et du handicap

**Auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :**

Amélie de Montchalin : ministre chargée des Comptes publics

Marc Ferraci : ministre chargé de l'Industrie et de l'énergie

Véronique Louwagie : ministre déléguée chargée du Commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire

Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du numérique

Nathalie Delattre, ministre déléguée chargée du Tourisme

**Auprès du ministre des Armées :**

Patricia Mirallès, ministre déléguée chargée de la Mémoire et des anciens combattants

**Auprès du ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation :**

Valérie Létard, ministre chargée du Logement

Philippe Tabarot, ministre chargé des Transports

Françoise Gatel, ministre déléguée chargée de la Ruralité

Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la Ville

**Auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères :**

Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe

Laurent Saint-Martin, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger

Thani Mohamed Soilihi, ministre délégué chargé de la Francophonie et des partenariats internationaux